

André Versaille

Éditeur

Des communistes au département d'État

par

Joseph McCarthy, le 9 février 1950

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

❧ *André Versaille éditeur* ❧

47 – JOSEPH McCARTHY
DES COMMUNISTES AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

9 février 1950

En 1947, le président américain Harry Truman et le Soviétique Andreï Jdanov, l'un des seconds de Staline, ont, tour à tour, entériné la division du monde en deux blocs politiquement, économiquement et culturellement antagonistes¹. Désormais, aucune neutralité ne peut plus être de mise : « qui n'est pas avec nous est contre nous » et « qui n'est pas avec nous nous menace ». C'est le règne de la peur de l'autre², du bloc d'en face, de l'idéologie concurrente, une peur exacerbée de chaque côté et ravivée en permanence par l'angoisse de la subversion et de l'espionnage. Dans l'Amérique du début des années cinquante, un homme va profiter de ce climat de psychose voire de paranoïa pour servir sa carrière politique et déclencher une grande ère de persécutions, source d'évidents dangers pour la démocratie et le respect des droits individuels.

Les États-Unis face à la « peur du Rouge »

Fondée par des émigrants européens fuyant la misère ou les persécutions religieuses, la société américaine repose sur le principe de liberté : liberté de l'individu primant sur l'intérêt de la collectivité, liberté de commercer et d'entreprendre, liberté de pensée, de religion et d'expression. Toutefois, cette liberté connaît certaines limites et la principale d'entre elles est la préservation du modèle américain, de la forme de gouvernement que se sont donnés les États-Unis. En d'autres termes, il s'agit de lutter contre celui ou ceux qui voudraient attenter à la sûreté de l'État et aux principes de la Constitution. Dès l'origine, le système soviétique, né de la révolution d'Octobre 1917, est apparu aux Américains comme un danger mortel pour leur mode de vie et la « peur du Rouge » fut un phénomène réel dans l'Amérique de l'immédiat après-Première Guerre, bien que les militants socialistes et communistes n'y représentent alors que 0,1 % de la population. Une vague d'attentats anarchistes menée en 1919-1920 conduit à une répression dans les milieux d'extrême-gauche et à l'expulsion de nombreux communistes vers la Russie mais l'affaire la plus célèbre est celle de Sacco et Vanzetti, deux immigrés

¹ Voir l'introduction au discours n° 42.

² Voir l'introduction au discours n° 46 et l'apostrophe du Belge Paul-Henri Spaak à l'URSS : « Savez-vous quelle est la base de notre politique ? C'est la peur. La peur de vous, la peur de votre Gouvernement, la peur de votre politique. »

italiens et militants anarchistes qui, en 1920, sont accusés d'un double meurtre avec vol dans le Massachusetts. Interpellés, ils refusent de coopérer avec la police et leurs premières déclarations sont ambiguës. Ils sont condamnés à mort sans preuve tangible en mai 1921 et seront finalement exécutés en août 1927, malgré des témoignages à décharge probants. L'émotion autour de leur cas a gagné le monde entier. Les premières manifestations de soutien viennent d'Italie en août 1921, manifestations très vite relayées par l'Internationale communiste qui décide de lancer une vaste campagne de manifestations, grèves et meetings à travers l'Europe. Sacco et Vanzetti sont ainsi devenus le symbole d'une certaine propension de la société américaine à tolérer l'arbitraire lorsqu'elle se sent menacée de l'intérieur.

Le climat s'améliore dans les années trente, celles du *New Deal* et d'une politique sociale plus soucieuse des classes défavorisées. Puis vient la Seconde Guerre et l'alliance de fait entre Washington et Moscou. La psychose renaît avec l'établissement de la guerre froide et la peur d'une « cinquième colonne », d'une subversion communiste sur le sol américain, va croissant. La liberté de pensée reste théoriquement garantie, c'est-à-dire que le parti communiste américain, simple groupuscule, ne sera jamais interdit, mais l'on va traquer tous azimuts les Américains susceptibles, par leurs idées, de pratiquer l'espionnage ou le prosélytisme pour le compte de l'URSS et, partant, de travailler à la déstabilisation des États-Unis. Le processus de dramatisation de la situation internationale, initié par l'administration Truman, va progressivement lui échapper parce que les républicains qui y voient un moyen de revenir au pouvoir vont dénoncer, à coup d'informations souvent inventées ou surévaluées, l'existence d'une vaste conspiration communiste au sein même des rouages de l'État.

Un climat propice à l'inquisition

Depuis 1940, l'*Alien Registration Act* ou *Smith Act* oblige toute personne désireuse d'entrer sur le territoire américain à affirmer n'avoir jamais été membre du parti communiste ou d'une organisation affiliée. La mesure reste en vigueur même lorsque les États-Unis et l'URSS font cause commune contre l'Axe. À partir de 1947, conséquence de la doctrine Truman, un décret présidentiel impose à tout fonctionnaire fédéral de se soumettre à une procédure évaluant son loyalisme, c'est-à-dire l'obligeant à attester sous serment sa non-affiliation à une organisation définie par le gouvernement comme étant communiste, fasciste, subversive ou visant à modifier la forme du gouvernement des États-Unis par des moyens anticonstitutionnels. Toujours en 1947, le *Taft-Hartley Act* impose le même type de serment à tout dirigeant syndical. Par ailleurs, on crée ou on réactive certaines commissions parlementaires vouées à la poursuite des activités non- ou antiaméricaines : ce sont le *House Un-American Activities Committee* (HUAC) et le *Senate Internal Security Subcommittee* (SISS) qui multiplient les enquêtes et les auditions de témoins.

L'année 1949 est particulièrement tendue sur le plan de l'équilibre des blocs. Elle voit la signature et l'entrée en vigueur du pacte Atlantique, qui donnera naissance à l'OTAN, et sanctionne l'avènement de deux Allemagnes, la RFA à l'Ouest et la RDA à l'Est. À l'automne, deux événements suscitent une vive inquiétude dans le camp occidental : l'URSS reconnaît posséder désormais la bombe atomique et, le 1^{er} octobre,

Mao proclame la république populaire de Chine, parachevant ainsi la victoire des communistes sur les nationalistes. À la même période, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, des espions réels ou supposés sont démasqués. Trois cas sont particulièrement évocateurs. Le premier est celui de Harry D. White, inspirateur du FMI et de la Banque mondiale, qui, en 1948, dut se défendre contre des accusations mensongères d'espionnage. Il fut blanchi mais mourut d'une attaque cardiaque après son audition par le HUAC. Le deuxième cas est celui d'Alger Hiss, directeur de la Dotation Carnegie pour la paix internationale et ancien haut fonctionnaire du *State Department*. Malgré ses dénégations, il est condamné, le 21 janvier 1950, à cinq ans d'emprisonnement pour parjure dans une affaire où il était accusé d'avoir transmis, avant guerre, des documents gouvernementaux à des agents soviétiques. Le troisième cas concerne Klaus Fuchs, un atomiste allemand naturalisé britannique, arrêté en Angleterre le 2 février 1950 pour avoir livré à l'URSS, de 1942 à 1949, des renseignements sur les recherches atomiques menées aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Le 1^{er} mars 1950, il est condamné à quatorze ans de prison. Beaucoup, dans le camp occidental, ne sont pas loin de penser que, sans des traîtres comme Fuchs, Moscou ne disposerait pas encore de la bombe.

L'heure de gloire d'un fanatique

Alors que la lutte contre la subversion communiste n'avait pas été un thème majeur de la campagne présidentielle en 1948, elle est devenue, en dix-huit mois, une sorte d'obsession. Comprenant le bénéfice électoral qu'il peut tirer de cette atmosphère obsessionnelle, un sénateur républicain va faire de l'épuration anticommuniste son cheval de bataille. Joseph Raymond McCarthy (1908-1957), fils de petits agriculteurs catholiques du Wisconsin et diplômé de droit d'une université jésuite de Milwaukee, a commencé sa carrière comme juge dans son État d'origine, se créant autant d'admirateurs que de détracteurs. En 1942, il s'est engagé dans les *Marines*. On ne lui confia que des missions sans risque mais il sut, au retour, se présenter comme un héros de guerre, ce qui lui permit, en 1946, de remporter la primaire républicaine du Wisconsin contre l'indéboulonnable Robert La Follette, Jr., puis de se faire élire sénateur en accusant son adversaire libéral d'avoir accepté l'appui communiste. Avant même que soit édictée la doctrine Truman, cet argument sut séduire les petits agriculteurs catholiques et conservateurs du Midwest. Au Sénat, il se fit d'abord remarquer en critiquant, avec agressivité mais sans arguments de fond, la manière dont l'armée américaine avait poursuivi les nazis responsables du massacre de prisonniers de guerre américains durant la bataille des Ardennes. L'origine germanique de nombreux habitants du Wisconsin n'y était sans doute pas étrangère. Ce coup d'éclat lui valut toutefois d'être mis sur une voie de garage par ses collègues sénateurs.

L'exacerbation de l'anticommunisme lui offre l'occasion de rebondir. Le 9 février 1950, à Wheeling, en Virginie, il prend la parole devant un groupe de femmes républicaines et prononce un discours choc sur l'infiltration communiste dans l'Administration Truman. Stigmatisant l'opposition fondamentale entre *le monde chrétien occidental* et *le monde communiste athée*, il reprend la doctrine Truman tout en déplaçant son centre de gravité. Là où le Président cite la liberté comme la valeur essentielle permettant de

distinguer le bien du mal, les bons des mauvais, McCarthy met, lui, l'accent sur *l'im-moralisme* de l'idéologie communiste, sur son irrégion et sur son ambition, presque réalisée, de conquérir le monde. Il argue que *la lutte finale, totale* est lancée et que, dans ce cadre, le principal danger vient des *ennemis du dedans*, de ces communistes embusqués aux États-Unis et qui, loin d'être les plus pauvres ou les plus marginaux, ont souvent su, au contraire, bénéficier des avantages matériels offerts par le pays et le système qu'ils veulent désormais détruire. Peu de choses, dans ce discours, sont neuves pour un auditoire républicain : McCarthy ne se prive pas, en effet, de paraphraser un autre élu de son parti, Richard Nixon. Mais il poursuit par un grand « bluff » en disant posséder les noms de 205 membres du parti communiste employés par le Département d'État, au su de Truman et de Marshall. En réalité, il ne dispose pas d'une telle liste mais se base sur un document du secrétaire d'État Byrnes datant de juillet 1946 et expliquant qu'au terme d'une enquête interne, 284 personnes ont été jugées inaptes à rester employées au *State Department* et que 79 d'entre elles ont effectivement été licenciées. Par un calcul simpliste et sans aucune vérification complémentaire, McCarthy en déduit que 205 communistes œuvrent encore au sommet de l'État en 1950. Très vite cependant, il révisera le nombre et la version « officielle » du discours et fera état de 57 communistes avérés.

Parce que ces accusations correspondent bien à l'état d'esprit qui prévaut alors aux États-Unis, le sénateur du Wisconsin va se retrouver projeté, du jour au lendemain et grâce à ce discours, sur le devant de la scène politique nationale. Il écrit au président Truman le 11 février, réitère ses accusations devant le Sénat le 20 et pousse ainsi l'Administration démocrate, accusée de laxisme, à réagir. Dès le 25 février, le Sénat nomme une commission d'enquête de cinq membres destinée à faire la lumière sur un réseau éventuel d'espionnage communiste au sein du Département d'État. En six mois d'enquête, aucun fait probant ne sera mis au jour mais la popularité de McCarthy, elle, aura atteint des sommets. L'Amérique est bien entrée dans l'ère de ce qu'un caricaturiste a appelé, dès le printemps 1950, le « maccarthysme ».

Vie, déclin et survivances du maccarthysme

Selon les sondages, le sénateur recueille l'appui de 40 à 50 % des Américains et les principaux magazines mettent son visage à la une. Élevé au rang de héros, il impose un climat de terreur. Tout lui semble permis : il insulte publiquement le président Truman, accuse l'ancien secrétaire d'État Marshall d'être lui-même un traître et lance en pâture à l'opinion plusieurs noms de supposés agents communistes, sur base, le plus souvent, de calomnies ou de preuves truquées. Même si la plupart d'entre eux parviennent à se dédouaner facilement, la mécanique est lancée, alimentée par le déclenchement de la guerre de Corée puis l'arrestation des époux Rosenberg, accusés d'avoir transmis aux Russes des secrets atomiques et finalement exécutés en 1953 sans que leur soit accordé le bénéfice du doute. N'importe qui peut être attiré à tout moment devant un comité appelé à vérifier sa « loyauté », c'est-à-dire son anticommunisme passé et actuel, et peut être démis ou condamné sur un simple soupçon. Robert Oppenheimer, le principal responsable du projet Manhattan ayant mis au point la bombe A américaine, est ainsi sanctionné pour avoir dit son opposition à une future bombe H et avoir soutenu, en 1936, les républicains espagnols.

Au fil des mois, le discours maccarthyste se teinte d'antilibéralisme et d'antiélitisme, dénonçant comme traîtres la bourgeoisie urbaine aisée et les milieux intellectuels ayant naguère soutenu le *New Deal*, ce qui fait profondément écho au sein des masses américaines rurales et peu instruites et ce qui explique que l'hystérie épuratrice touchera avant tout les administrations, les universités, les médias mais aussi, et c'en est peut-être l'aspect le plus célèbre, le cinéma. Tout le monde dénonce tout le monde, chacun se prête au jeu de l'autocritique et de la repentance pour conserver ou réintégrer sa place mais, surtout, chacun doit répondre aux convocations des comités et témoigner à leur demande, sous peine de voir son refus assimilé à un aveu de culpabilité. Car, désormais, les libertés et les droits individuels tout comme la liberté d'expression, pourtant garantis par la Constitution américaine, se sont effacés devant les exigences de la « chasse aux sorcières ». Dès 1950, l'*Internal Security Act* ou *McCarran Act* renforce le *Smith Act* en contrôlant beaucoup plus sévèrement l'octroi de visas d'entrée aux États-Unis et en punissant plus durement les faits d'espionnage. Dorénavant, le simple soupçon est suffisant pour poursuivre et condamner, comme le prouvera le cas Rosenberg. En 1952, l'*Immigration and Nationality Act* autorise à placer sous contrôle judiciaire les étrangers ayant des *activités subversives*, sans pour autant préciser ce que recouvre cette expression. Enfin, en 1953, une circulaire du secrétaire d'État Dulles interdira les ouvrages qualifiés de « communistes » dans les centres culturels américains.

Le maccarthysme n'a pas peu contribué au retour au pouvoir des républicains, écartés de la Maison-Blanche depuis 1933. Bien que conscient des excès de McCarthy, le parti républicain a su tirer le bénéfice politique de son action et, en novembre 1952, le général Eisenhower est élu président des États-Unis. Durant la campagne, le sénateur du Wisconsin n'avait évidemment manqué aucune occasion de présenter le candidat démocrate, Adlai Stevenson, comme un suppôt du communisme. Cependant, même sous une Administration républicaine, McCarthy va poursuivre sa croisade antisubversive et en arriver à irriter son propre camp. À la fin de l'année 1953, il commet l'erreur fatale de s'en prendre à l'*US Army* et de placer sur la sellette certains officiers qui furent des proches d'Eisenhower. C'en est trop. En avril 1954, le Sénat ouvre une commission d'enquête sur le conflit entre McCarthy et l'armée. À la demande d'Eisenhower, les sénateurs républicains acceptent que les audiences soient télévisées. Des millions d'Américains incrédules et désorientés constatent alors que l'homme auquel ils font aveuglément confiance depuis quatre ans est une sorte d'excité vulgaire et vociférant. Une procédure est engagée contre lui par un autre sénateur et, en décembre 1954, elle aboutit à un vote qui, par soixante-sept voix contre vingt-deux, censure McCarthy pour avoir jeté le déshonneur et le discrédit sur le Sénat. Seuls les républicains les plus conservateurs lui apportent encore leur soutien.

En effet, l'heure n'est plus à la panique irrationnelle mais au retour d'une certaine pondération et même d'un certain espoir : la mort de Staline, survenue début 1953, semble avoir ouvert une période nouvelle à Moscou et la fin des guerres de Corée et d'Indochine est accueillie comme un signe positif. La presse et l'opinion se détournent de Joseph McCarthy avec le même empressement qu'elles ont mis, en 1950, à le porter aux nues. L'homme finit ses jours seul et alcoolique, décédant d'une hépatite aiguë, le 2 mai 1957, à l'hôpital naval de Bethesda, dans le Maryland. Mais le maccarthysme a survécu à McCarthy et influencé durablement l'image des États-Unis à l'étranger.

C'est en 1957 seulement que la jurisprudence de la Cour suprême fera de nouveau prévaloir le respect des libertés individuelles sur toute autre considération. Par ailleurs, le mot maccarthysme s'est désormais imposé dans le vocabulaire pour désigner toute campagne de persécution déraisonnable. Quant au débat sur l'équilibre entre sécurité nationale et respect des droits individuels, il s'avère toujours d'une brûlante actualité dans l'Amérique de l'après-11 septembre.

DES COMMUNISTES AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

Mesdames et messieurs,

Ce soir, alors que nous célébrons le cent quarante et unième anniversaire de l'un des plus grands hommes de l'histoire américaine³, j'aimerais pouvoir dire combien ce jour est un jour glorieux dans l'histoire du monde. Alors que nous célébrons la naissance de cet homme qui haïssait la guerre au plus profond de son cœur et de toute son âme, j'aimerais pouvoir parler de la paix à notre époque, de proscription des guerres et du désarmement mondial. Ces thèmes constitueraient des points opportuns à pouvoir mentionner alors que nous célébrons l'anniversaire d'Abraham Lincoln.

Cinq ans après avoir gagné une guerre mondiale, le cœur des hommes devrait se réjouir à l'avance d'une longue période de paix et l'esprit des hommes devrait être libéré du lourd fardeau que sous-tend la guerre. Mais nous ne connaissons pas une telle période – car ceci n'est pas une période de paix. C'est une période de « guerre froide ». C'est une période qui voit le monde entier divisé en deux vastes camps armés de plus en plus hostiles – une période de course acérée à l'armement. Aujourd'hui, nous pouvons presque physiquement entendre les murmures et les grondements d'un dieu de la guerre ragaillardi. Vous pouvez le voir, le sentir et l'entendre tout au long du chemin allant des collines d'Indochine, des côtes de Formose jusqu'en plein cœur de l'Europe elle-même.

La seule chose encourageante est que le « moment fou » n'est pas encore venu pour la mise à feu de l'arme ou l'explosion de la bombe qui entraînera la civilisation à s'atteler à sa tâche finale, à savoir sa propre destruction. Il existe toujours un espoir de paix si nous décidons enfin que nous ne pouvons plus faire la sourde oreille et fermer les yeux sur ces faits qui s'enveniment de plus en plus. Et nous devons comprendre que

³ Abraham Lincoln (1809-1865), 16^e président des États-Unis de 1861 à 1865.

nous sommes maintenant engagés dans une épreuve de force – non pas une guerre normale entre deux nations pour des territoires ou d’autres profits matériels, mais une guerre entre deux idéologies diamétralement opposées.

La différence majeure entre notre monde chrétien occidental et le monde communiste athée n’est pas politique, mesdames et messieurs, elle est morale. D’autres différences nous séparent bien sûr, mais celles-là pourraient être conciliées. Par exemple, l’idée marxiste de confiscation des terres et des usines, et de gestion de la totalité de l’économie comme une seule entreprise est primordiale. De même, l’invention par Lénine de l’État policier à parti unique pour mettre en œuvre l’idée de Marx n’est guère moins capitale. La résolution de Staline de bien faire passer ces deux idées a bien entendu compté pour beaucoup dans le mouvement de division du monde. Si seules ces différences les séparaient cependant, l’Est et l’Ouest pourraient très certainement vivre en paix.

La différence fondamentale, cependant, réside dans le culte de l’immoralisme – inventé par Marx, prêché fiévreusement par Lénine et conduit à d’inimaginables extrêmes par Staline. Si la moitié rouge du monde triomphait – et elle le pourrait bien, mesdames et messieurs –, ce culte de l’immoralisme blessera et sera dommageable à l’humanité plus profondément que tout autre système économique ou politique imaginable.

Karl Marx a rejeté Dieu comme un canular, et Lénine et Staline ont ajouté dans un langage clair et indubitable leur résolution selon laquelle aucune nation, aucun peuple qui croit en Dieu ne peut exister côte à côte avec leur État communiste.

Karl Marx, par exemple, a exclu de son Parti communiste ceux qui avaient mentionné des termes tels que amour, justice, humanité ou moralité. Il appelait cela « délires sentimentaux » et « sensibleries à l’eau de rose ».

À l’époque où Lincoln était un homme relativement jeune, à la fin de la trentaine, Karl Marx se vantait du fait que le spectre communiste hantait l’Europe. Depuis lors, des centaines de millions de personnes et de vastes régions du monde sont tombées sous la domination communiste.

Aujourd’hui, moins de cent ans après la mort de Lincoln, Staline se vante du fait que ce spectre communiste ne hante pas seulement le monde, mais est sur le point de le conquérir.

Aujourd’hui, nous sommes engagés dans une lutte finale, totale, entre l’athéisme communiste et la chrétienté. Les champions modernes du communisme ont décidé que le moment était venu. Et mesdames et messieurs, le moment est crucial – je vous le dis, il est extrêmement crucial.

Si on doute encore du fait que le moment a été choisi, il suffit de se tourner vers le dirigeant du communisme actuel – Joseph Staline. Voici ce qu’il a dit – non pas en 1928, non pas avant la guerre, non pas durant la guerre – mais deux ans après la fin de la dernière guerre : « Penser que la révolution communiste peut être faite dans le calme, à l’intérieur de la structure d’une démocratie chrétienne signifie qu’on a soit perdu la tête et tout entendement normal, ou rejeté grossièrement et ouvertement l’idée d’une révolution communiste. »

Et voici ce qui a été dit par Lénine en 1919, ce qui a été également repris avec approbation par Staline en 1947 : « Nous vivons, dit Lénine, non seulement dans un État, mais dans un système d’États et l’existence de la République soviétique côte à côte avec les États chrétiens pendant longtemps est impensable. L’un ou l’autre doit triompher à la fin. Et avant que ce moment n’arrive, une série de conflits effroyables entre la République soviétique et les États bourgeois sera inévitable. »

Mesdames et messieurs, se peut-il qu’il y ait ce soir ici quelqu’un qui soit à ce point aveugle pour dire que la guerre n’est pas à notre porte ? Peut-il y avoir quelqu’un qui ne parvienne pas à réaliser que le monde communiste a dit : « Le moment est venu » – que ceci est le moment de l’épreuve de force entre le monde chrétien démocratique et le monde athée communiste ? Si nous n’admettons pas ce fait, nous payerons le prix pour avoir attendu trop longtemps.

Il y a six ans, au temps de la première conférence pour la paix – à Dumbarton Oaks – il y avait dans l’orbite soviétique 180 millions de personnes. Il y avait à cette période-là, dans le monde libre, environ 1 625 000 000 de personnes. Aujourd’hui, seulement six ans plus tard, 800 millions de personnes se trouvent sous la domination absolue de la Russie soviétique – une augmentation de plus de 400 pour cent. De notre côté, les chiffres ont chuté pour atteindre environ 500 millions. En d’autres termes, en moins de six ans, la cote est passée de neuf contre un pour nous à huit contre cinq contre nous. Ceci indique la rapidité du tempo des victoires communistes et des défaites américaines pendant la guerre froide. Comme une de nos grandes figures historiques l’a dit un jour : « Lorsqu’une grande démocratie est détruite, ce n’est pas à cause de ses ennemis du dehors, mais plutôt à cause de ses ennemis du dedans. » La véracité de cette déclaration saute aux yeux alors que nous voyons ce pays perdant chaque jour sur tous les fronts.

À la fin de la guerre, nous étions physiquement la nation la plus forte sur terre et au moins potentiellement la plus puissante intellectuellement et moralement. Nous aurions pu miser tout sur l’honneur d’être une balise dans le désert de la destruction, une preuve éclatante que la civilisation n’était pas encore prête à s’autodétruire.

Malheureusement nous n'avons misérablement et tragiquement pas réussi à saisir l'occasion.

La raison pour laquelle nous nous trouvons dans une position d'impuissance n'est pas que la seule grande puissance ennemie ait envoyé des hommes pour envahir nos côtes, mais plutôt les agissements déloyaux de ceux qui ont été si bien traités par cette nation. Ce ne sont pas les moins chanceux ou les membres de minorités qui ont vendu et continuent à vendre notre nation, mais plutôt ceux qui ont profité de tous les avantages que la nation la plus riche au monde avait à leur offrir – les plus belles maisons, le meilleur enseignement universitaire et les meilleures fonctions d'État que nous pouvions offrir.

Cela se vérifie de manière évidente au département d'État. Là ; les jeunes hommes brillants nés avec une cuillère d'argent dans la bouche, ont été les pires.

[...]

À mon sens, le département d'État, qui est l'un des départements gouvernementaux le plus importants, est complètement infesté de communistes. J'ai ici en main une liste de 205... une liste de noms qui ont été divulgués au secrétaire d'État comme étant des membres du Parti communiste et qui, néanmoins, sont toujours en poste et façonnent toujours la politique du département d'État⁴.

[...]

⁴ Dans la version officielle, la phrase est : *J'ai en main 57 cas d'individus qui seraient soit membres du Parti communiste, soit certainement fidèles à ce parti, mais qui, néanmoins, contribuent toujours à façonner notre politique étrangère.*